

Recherches sociographiques



Présentation

Annick Germain

Volume 34, Number 3, 1993

Montréal Laboratoire d'urbanité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056793ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056793ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Germain, A. (1993). Présentation. *Recherches sociographiques*, 34(3), 389–393.
<https://doi.org/10.7202/056793ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

PRÉSENTATION

Annick GERMAIN

Montréal a fêté en 1992 le 350^e anniversaire de sa fondation. Plusieurs revues lui ont consacré un numéro spécial, de la revue d'histoire du Québec, *Cap-aux-Diamants*, à la revue *Autrement*, et l'édition de plusieurs ouvrages, dont la remarquable *Histoire de Montréal* de Paul-André LINTEAU, a conféré à l'événement une certaine pérennité.

Le présent numéro de *Recherches sociographiques* participe d'une intention différente. Il ne s'agit pas de célébrer la ville mais de la prendre pour objet d'une double démarche. La première consiste à enrichir notre connaissance de Montréal en la situant dans un environnement large, donc à la soumettre à une analyse comparative. L'entreprise est passablement exigeante. Elle suppose entre autres une certaine maturité du champ d'étude, une maîtrise de données empiriques souvent peu homogènes, ainsi qu'un esprit cosmopolite. Elle nous a pourtant paru nécessaire pour dépasser une accumulation de monographies qui, à la longue, pourrait entraîner une myopie ou une complaisance des perspectives. Montréal est une île dont il faut savoir sortir si on veut en apprécier les contours et le relief!

La seconde démarche s'inspire de la célèbre école de Chicago qui, au début du siècle, avait fait de cette ville en plein essor, un laboratoire d'études empiriques et de réflexions sur l'avènement de la modernité. Montréal ne peut certes être qualifiée aujourd'hui de ville en plein essor. On serait même tenté d'y voir au contraire une métropole en crise. Mais cet état n'est, en un sens, pas moins dépourvu de potentiel heuristique! Comme la plupart de ses consœurs, Montréal traverse une période de changements qui constituent pour les chercheurs autant d'occasions de renouveler les problématiques, d'explorer de nouvelles voies d'analyse. Ira-t-on jusqu'à dire qu'elle est un laboratoire de choix pour l'étude de la postmodernité?

Pour réaliser ces bilans et ces explorations, il fallait convier plusieurs disciplines. La plupart transgressent leurs propres frontières, sans s'enfoncer dans les dédales de l'inter ou du multidisciplinaire. N'est-ce pas après tout le propre des études

urbaines ? Après deux décennies d'interrogations angoissées sur le statut théorique de l'urbain, les chercheurs abordent aujourd'hui l'étude de la ville avec pragmatisme. Plus que jamais, l'agenda de la recherche est largement dicté par l'actualité, ce dont témoignent les thèmes retenus dans les pages qui suivent : la fiscalité, l'insertion des immigrants, la démocratie municipale, le statut de métropole et, indirectement, la désindustrialisation. Tous permettent de poser la question de l'identité de Montréal. Quelques mots sur chacun d'eux permettront d'illustrer cette idée maîtresse.

Une métropole en quête d'elle-même¹

Plusieurs auteurs établissent des parallèles entre les transformations qui modelèrent les métropoles du début du siècle et celles qui les restructurent depuis les années 1980. Pour Peter Hall, ces phénomènes, d'abord économiques, qui vont imprégner le paysage urbain, tissu social y compris, peuvent se résumer en deux mots : industrialisation et désindustrialisation (HALL, 1986). Montréal ne fait pas exception à la règle, encore qu'il faille différencier la situation de la base manufacturière de la grande région métropolitaine, qui semble afficher une performance honorable ces vingt dernières années, et celle du centre de la région qui, elle, connaît un déclin industriel indéniable (LAMONDE et MARTINEAU, 1992). Toute réflexion sur la ville centrale contemporaine doit donc procéder d'une bonne connaissance de la ville industrielle. C'est sur les traits de cette ville naissante que se penche Marcel Bellavance, en s'interrogeant d'entrée de jeu sur leur spécificité. La pénétration de l'industrialisation dans la ville, souvent décrite en termes héroïques, n'est-elle pas au fond bien banale, une fois comparée au modèle urbain occidental dégagé par les historiens ? Répondre par l'affirmative serait sans compter avec la superposition de deux communautés ethnolinguistiques liées à une double colonisation. Aujourd'hui encore, en dépit d'une forte diminution du nombre de Canadiens anglais, Montréal reste, à travers son architecture et sa culture, une ville à la fois française et anglaise.

Mais cette double identité a changé de signification depuis le siècle dernier, avec ce que Polèse et Coffey nomment de façon brutale mais efficace, le déclin de l'empire montréalais. Rétrogradée du rang de métropole du Canada, tête de pont d'entreprises commerciales aux vastes horizons à celui de métropole du Québec, Montréal doit désormais se contenter d'une domination régionale. L'analyse comparative à laquelle se livrent les auteurs est certes sans pitié pour la métropole du Québec — certains indicateurs ne rapprochent-ils pas Montréal de Détroit et de la Nouvelle-Orléans ? —, sans pour autant friser le pessimisme. Mais au-delà de ce diagnostic percutant, c'est toute la question de la définition d'une métropole qui est posée. Si les économistes n'entretiennent aucun doute quant à l'emprise de Montréal sur l'économie régionale, il en va tout autrement du point de vue politique.

1. Titre d'un ouvrage à paraître, Annick GERMAIN ET DAMARIS ROSE, *Montréal, The Quest for a Metropolis*, Belhaven Press.

Les audiences publiques qu'a tenues le Groupe de travail sur Montréal et sa région institué par le gouvernement du Québec à l'automne 1993, ont révélé de profondes divisions parmi les élites municipales du Grand Montréal. Il n'est certes pas question d'instaurer un véritable gouvernement métropolitain. Mais tout débat sur les fonctions d'une métropole semble inhibé tant par les rivalités interurbaines (à commencer par celles de Laval et de Montréal) que par le gouvernement lui-même qui a pris soin de délimiter une ville-région qui n'englobe pas moins de la moitié des habitants de la province de Québec ! Alors qu'en Europe les métropoles tentent de prendre le leadership des stratégies de développement des régions composant la communauté européenne, le Québec semble prisonnier de la fragmentation municipale de ses grandes agglomérations et de l'attitude largement défensive de ses municipalités dans un contexte de redéfinition de la division du travail entre gouvernements centraux et locaux.

De l'autonomie locale

Or les villes, surtout les grandes, sont appelées à relayer jusqu'à un certain point les États dans l'orientation du développement économique et la redistribution sociale. Du moins, est-ce là une vision mise fréquemment de l'avant au moment même où s'élève l'ode à l'autonomie locale. (Aurait-on oublié qu'au tournant du siècle nos villes remplissaient bien des fonctions qui leur seront « ravies » par les gouvernements supérieurs à la faveur de la crise économique des années 1930 puis de la Seconde Guerre mondiale ?) Mais tout se passe comme si nos municipalités allaient à reculons dans une direction qui leur paraît contre nature et qui exigerait en tout cas des ressources humaines et financières dont elles ne disposent pas.

Ont-elles une réelle marge de manœuvre dans la conduite de leurs affaires ? Telle est la question que soulève l'article de Collin et Hamel. La fiscalité municipale est certainement un des enjeux les plus chauds sur la scène locale actuellement. *A fortiori*, quant il s'agit de la ville centrale de la région montréalaise. Et nous voici revenus à la question tabou de la spécificité du mandat d'une métropole. Montréal ne diffère-t-elle des autres villes du Québec que par sa taille ? Les maires des rives sud et nord répondraient volontiers par l'affirmative et les politiques d'équipements publics du gouvernement provincial vont dans le même sens.

Mais, le débat sur la fiscalité locale est porteur d'autres questions fort délicates qui ne sont guères populaires et qui ont trait à la division du travail entre niveaux de gouvernements. Le palier municipal n'est certes pas un niveau de gouvernement comme un autre. Au Canada, il est présenté traditionnellement comme une administration de services, étrangère à la logique entrepreneuriale de développement économique et à la vocation de justice distributive. Mais la réalité des pratiques municipales épouse depuis quelques années des contours bien différents qui évoquent de plus en plus des fonctions qu'on serait tenté de qualifier de gouvernementales. En fait, on peut parler de décalage croissant entre ce que font les municipalités et ce

qu'on en dit. L'article de Lustiger-Thaler montre même que c'est toute la scène politique locale qui s'avère en lente mutation. En retraçant l'émergence d'une démocratie formelle à Montréal et sa remise en question par les mouvements sociaux urbains actuels, l'auteur pose les jalons d'une réflexion sur ce qu'il appelle la nouvelle citoyenneté urbaine. Autant les grandes villes ont souvent favorisé l'innovation économique et culturelle, autant en Amérique du Nord, elles se sont avérées «conservatrices» sur le plan politique. Cette situation est peut-être en train de changer dans la mesure où elles deviennent le creuset de formes politiques nouvelles. Face à l'essoufflement de la vie politique dite nationale, la scène municipale recèle des dynamiques inédites dont les politicologues feront leurs choux gras.

Cosmopolitisme et urbanité

D'autres évolutions sont également en train de remodeler le visage de la métropole et de mettre en doute son identité. Montréal est depuis longtemps, on l'a dit, une ville multiculturelle : déjà au milieu du XIX^e des références variées — française, anglaise, écossaise, irlandaise, etc. —, marquent son développement. Mais, comparée à d'autres villes nord-américaines, elle n'est pas particulièrement multiethnique. Or, depuis le milieu des années 1980, elle accueille une proportion et une diversité d'immigrants extrêmement élevée qui la distinguent de plus en plus du reste de la province. Les 9 / 10 des quelque 40 000 immigrants qui arrivent au Québec chaque année s'installent dans la région de Montréal, et plus de 40% d'entre eux élisent domicile dans la seule ville de Montréal. La proportion d'immigrants est certes encore deux fois plus élevée à Toronto et à Vancouver, cependant l'accélération du rythme d'immigration et ses conséquences sur la démographie linguistique particularisent la situation montréalaise. La compréhension des modes d'insertion urbaine des immigrants s'impose donc de plus en plus à l'agenda des chercheurs.

L'étude présentée par Caldwell porte sur des données qui ne sont pas récentes. Bien plus, le taux de rétention des immigrants qui arrivent à Montréal a considérablement augmenté depuis dix ans. Mais l'objectif de l'auteur ne consiste pas à faire un simple portrait de l'immigration. Il s'agit plutôt de comprendre les processus qui conditionnent la rétention des immigrants, en combinant l'analyse des données des recensements de 1971 et de 1981 (toujours disponibles bien tardivement) et une vaste enquête par questionnaire. Ce faisant, il propose également une discussion des principales théories sur la géographie sociale de l'immigration.

Son analyse de l'insertion urbaine des immigrants le conduit à mettre de l'avant un phénomène important : la segmentation ethnique de la vie sociale. Les différentes communautés ethnoculturelles, y compris les peuples dits fondateurs, vivent jusqu'à un certain point dans des univers distincts, qu'il s'agisse de la localisation résidentielle, de la filière professionnelle ou des réseaux de sociabilité. Cette segmentation n'est pas nouvelle, elle caractérisait déjà les formes de coexistence des Canadiens anglais et des Canadiens français dans la ville du XIX^e siècle et elle s'avère somme

toute aussi fonctionnelle pour ces « anciens » immigrants que pour les plus récents, nous dit Caldwell. Or, au cours des dernières années on a vu se multiplier les quartiers multiethniques, où l'on compte les ethnies par dizaines. La segmentation ethnoculturelle des relations sociales a peut-être changé d'échelle spatiale, du quartier au voisinage. Mais la coexistence de groupes ethniques divers dans les centres commerciaux ne fait pas nécessairement de ces derniers de hauts lieux de sociabilité interculturelle !

Il n'en reste pas moins que cette prolifération de cultures différentes impose certaines formes de partage de l'espace. Entre la fusion et la ségrégation, les Montréalais explorent une variété de formes de cohabitation. L'urbanité, c'est-à-dire l'art de communiquer dans la distance, devient un enjeu majeur du développement urbain. Montréal, jadis fédération de petites patries, devient ville internationale et vit sa nouvelle diversité avec somme toute assez de bonheur.

Mais peut-elle pour autant se prévaloir du titre de ville cosmopolite ? Bonnie Menes Khan distingue quatre conditions auxquelles doit satisfaire la culture d'une ville pour mériter ce titre : la valorisation des différences, des possibilités de réussite pour tous, des espaces publics favorisant la sociabilité et un sens de la mission globale spécifique de cette ville (MENES KHAN, 1987). La dernière est particulièrement importante car elle peut être génératrice de cohésion et compenser ainsi la fragmentation des espaces sociaux. Comme tout corps social, la ville a besoin de principes de cohérence. L'histoire de Montréal en a vu se succéder plusieurs. Tour à tour cité de Dieu, tête de pont commerciale, métropole du Canada, ville industrielle, elle a aussi trouvé ses principes d'unité dans les conflits linguistiques, les ambitions d'un maire ou encore dans une crise politique majeure comme celle d'octobre 1970. Aujourd'hui le tableau paraît plus flou, l'avenir plus incertain.

Quel est votre diagnostic ?

Annick GERMAIN

INRS-Urbanisation.

BIBLIOGRAPHIE

- HALL, Peter, « National Capitals, World Cities and the New Division of Labour », dans : EWERS, Hans 1986 Jergen, John B. GODDARD, Horst MATZERATH (dirs), *The Future of the Metropolis ; Berlin, London, Paris, New York : Economic Aspects*, Walter de Gruyter & Co., Berlin, New York, 135-145.
- LAMONDE, Pierre et Yvon MARTINEAU, *Désindustrialisation et restructuration économique. Montréal et les autres grandes métropoles nord-américaines, 1971-1991*, INRS-Urbanisation. (Rapports de recherche.)
- MENES KHAN, Bonnie, *Cosmopolitan Culture : the Gilt-Edged Dream of a Tolerant City*, New York, 1987 Atheneum Macmillan.